



PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ENVIRONNEMENT

ARRETE N° PREF-DCPP-SE-2017-0569

du 11 juillet 2017

portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-B1-1998 du 27 mai 1998 autorisant M. le directeur de la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune d'HERY

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier ses articles R.512-31, R.512-33 et R.515-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-B1-1998-116 du 27 mai 1998 autorisant M. le directeur de la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'HERY ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** le schéma départemental des carrières de l'Yonne approuvé par arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 ;
- VU** la demande présentée le 17 février 2017 par la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET en vue d'obtenir la prolongation de son autorisation d'exploiter une carrière à HERY pour une durée de 2 ans et demie soit jusqu'au 27 novembre 2019 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 mai 2017 ;
- VU** l'avis du 30 mai 2017 de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites réunie en formation « carrières » au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 14 juin 2017 ;

VU l'absence d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral de la part du pétitionnaire, constatée le 30 juin 2017 ;

CONSIDÉRANT que la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET, dont le siège social est situé au 9 rue des Ponts – 89250 BEAUMONT, est régulièrement autorisée à exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune d'HERY, au lieu-dit « Les Vieux Moulins », par arrêté préfectoral du 27 mai 1998 ;

CONSIDÉRANT que la durée de l'exploitation de cette carrière a été fixée à 20 ans par l'arrêté préfectoral précité, soit jusqu'au 27 mai 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 9 novembre 2016, que les travaux de réaménagement sont effectués sur les trois quarts du site ;

CONSIDÉRANT que des garanties financières d'un montant de 58 638 € sont mises en place jusqu'au 31 mars 2020,

CONSIDÉRANT que la demande du 17 février 2017, susvisée, vise à poursuivre l'activité du site sur l'emprise autorisée, sur une zone qui n'est pas encore exploitée en raison d'une quantité d'extraction de matériaux inférieure à celle prévue lors de la demande initiale ;

CONSIDÉRANT que les impacts liés au fonctionnement de l'installation pendant la prolongation sollicitée ont déjà été pris en considération dans le cadre de l'autorisation du 27 mai 1998 ;

CONSIDÉRANT que, selon les dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, la modification envisagée par la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET constitue un changement notable mais non substantiel, des conditions d'exploitation autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 mai 1998 ;

CONSIDÉRANT que les impacts induits par ces modifications n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement (modification non substantielle) ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se poursuivra sans modification de la zone d'extraction ni du plan de phasage présentés dans le dossier de demande d'autorisation initial ;

CONSIDÉRANT que la gestion de la carrière se poursuivra sans modification des effets et nuisances sur l'environnement (eaux, paysage, faune, flore, bruit, poussières, santé, sécurité publique, trafic routier ...) ;

CONSIDÉRANT que la demande de prorogation déposée par la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET apparaît conforme aux dispositions du schéma départemental des carrières de l'Yonne ;

CONSIDÉRANT que la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET a les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation de sa carrière sur le territoire de la commune d'HERY ;

CONSIDÉRANT que les inspections réalisées périodiquement sur le site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement font apparaître que la carrière est bien exploitée, notamment dans le respect des règlements qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT qu'en effet, aucune inspection n'a révélé de non-conformité majeure ;

CONSIDÉRANT que, selon l'article R.512-31 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites « formation carrières » ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRETE

ARTICLE 1 -

La durée de l'exploitation, fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-B1-1998-116 du 27 mai 1998 autorisant le gérant de la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune d'HERY, est prolongée jusqu'au 27 novembre 2019.

Concernant les dispositions de l'article 4 relatives à la remise en état, l'arrêt de l'extraction des matériaux avant l'échéance du présent arrêté est réduit à 6 mois, soit avant le 27 mai 2019.

ARTICLE 2 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-B1-1998-116 du 27 mai 1998 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'HERY et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie concernée par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 -

Madame la Secrétaire générale de la préfecture et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le gérant de la SARL SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET et dont copie sera adressée à :

- Madame le Maire d'HERY,
- Monsieur le Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires,
- Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la cheffe du Service interministériel de défense et de protection civile de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 11 JUIL. 2017



Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,

Françoise FUGIER

La présente décision peut être contestée devant le Tribunal Administratif de DIJON - 22 rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée (article R.514-3-1 du code de l'environnement).

A l'intérieur du délai de deux mois, l'exploitant peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

21016 DIJON

